

Cambodge

Entretien avec Neth Prak: „Le gouvernement vole nos terres et dit que c’est du développement“

Neth Prak est le représentant d’un groupement de villageois bunong du Cambodge qui se battent pour leurs droits face à des entreprises auxquelles le gouvernement cambodgien a octroyé des concessions économiques qui empiètent largement sur leurs terres. Les Bunong habitent dans la province de Mondulkiri, sur les hautes terres près de la frontière avec le Vietnam et font partie des environ 2% de la population nationale considérées comme étant des „minorités autochtones“. Le Brennpunkt s’est entretenu avec lui sur l’apparition de ces entreprises et des implications qu’elles ont eues sur le quotidien des Bunong.

■ *Pour commencer, pouvez-vous expliquer ce qui distingue les Bunong des Khmers, c’est-à-dire de la population majoritaire du Cambodge ?*

Neth Prak : On pourrait énumérer de nombreux aspects. Par exemple, nous avons une langue qui est différente de la langue nationale. Nous avons aussi d’autres pratiques spirituelles. Alors que les Khmers sont bouddhistes, nous nous adressons à nos ancêtres, aux âmes du riz et aux dieux-esprits qui habitent les forêts, les montagnes, les fleuves ... Certains Bunong se sont convertis au christianisme, mais il s’agit d’un christianisme bunong toujours très lié à notre environnement. Nous nous organisons de nombreuses cérémonies, notamment au cours du cycle rizicole.

■ *Quel est le mode de vie des Bunong ?*

Traditionnellement, nous vivons surtout de l’agriculture itinérante sur brûlis, c’est-à-dire qu’en général nous travaillons pendant 3-4 ans sur un champs puis nous le laissons en jachère pour commencer sur un autre et après quelque temps nous revenons sur un de nos anciens champs. A côté de l’agriculture, une grande partie de nos ressources provenaient pendant longtemps de la forêt. Nous y allions à la chasse, cueillir des fruits ou encore extraire de la résine et récolter d’autres produits forestiers non-ligneux.

Depuis une dizaine d’années, notre mode de vie est cependant menacé. Nos



► Neth Prak est représentant d’un groupement de villageois de la minorité autochtone Bunong au Cambodge. Il est venu en Europe pour défendre leurs terres ancestrales.

champs et nos forêts ont été en grande partie absorbés par des concessions que le gouvernement a accordées à des entreprises. De plus en plus d’investisseurs privés, dont nous ignorons l’identité, s’accaparent des centaines d’hectares de terre. Voilà notre problème. Nous n’avons plus que peu de place pour nos champs, mais nous continuons largement à mettre en œuvre la même technique agricole. Ca va devenir probléma-

tique parce que dans 3-4 ans, lorsque nos champs ne seront plus fertiles, nous n’aurons plus assez de place pour ouvrir de nouveaux champs. Le manque de place rend impossible de laisser des terres en jachère. De nombreux villageois n’ont déjà plus assez de terres à cultiver pour en vivre et leur nombre va augmenter. Certains ont commencé à travailler pour l’entreprise Socfin, mais il n’y a pas assez de travail pour tout le monde. De plus,

comme nous avons vécu de l'agriculture jusqu'à présent et que la plupart des villageois n'ont pas eu accès à une formation scolaire très poussée, peu de villageois ont les compétences requises pour un travail administratif ou un autre type qui pourrait leur permettre de gagner leur vie ailleurs, en ville.

■ *Est-ce que vous pourriez nous expliquer un peu plus en détail qui sont ceux qui viennent s'accaparer des terres et couper la forêt ?*

En fait, le gouvernement cambodgien vend ou concède nos terres de même que ceux des Cambodgiens des plaines à des entreprises sous forme de concessions sans tenir compte du fait que nous y vivons. Les entreprises quant à elles se reposent ensuite sur le droit, obtenu du gouvernement, pour exploiter ces terres. Le gouvernement nous vole et dit que c'est du développement.

Parmi les entreprises, il y en a qui sont officielles, d'autres non. Si ces dernières ont obtenu des terres, c'est notamment en ayant joué la carte de la corruption. Une des entreprises officielles dont les concessions se trouvent sur nos terres est Socfin, qui est liée au groupe français Bolloré...

■ *...et basée au Luxembourg pour des raisons d'optimisation fiscale.*

Oui. La Socfin dispose d'environ 12 000 hectares dans notre région, ce qui est énorme. C'est l'entreprise qui y détient la plus grande superficie. Dak Lak, une entreprise d'hévéa vietnamienne, détient aussi une concession autour de Bu Sra, et à ceci s'ajoutent de multiples entreprises anonymes.

A côté des entreprises, des migrants viennent des plaines et achètent quelques hectares pour ensuite s'étendre bien au-delà. Finalement le gouvernement a depuis peu accordé des concessions sociales à des familles des plaines, mais ces concessions se trouvent aussi sur nos terres. Lorsque nous nous plai-

gnons, les autorités locales nous menacent.

■ *En ce qui concerne les concessions, les villageois en ont-ils été informés au préalable ou se sont-ils rendu compte de leur installation avec l'arrivée des bulldozers ?*

Seulement deux entreprises, Socfin et Dak Lak, ont introduit leur projet au préalable et nous ont fait de belles promesses, disant que nous aurions des routes, du travail, de meilleures conditions de vie... Mais beaucoup d'entreprises commencent à travailler sans prévenir.

■ *Bénéficiez-vous, en tant que Bunong, d'une quelconque protection de la part du gouvernement ou vous trouvez-vous plutôt face à un laisser-faire désengagé ?*

Officiellement, le gouvernement cambodgien est signataire de la déclara-

tion des Nations Unies sur les Droits des Peuples Autochtones. A cela s'ajoute que dans la loi foncière de 2001, certains articles concernent la protection des minorités autochtones, notamment à travers l'octroi de titres fonciers communautaires. Depuis 2009, il existe même un cadre légal pour le développement des minorités autochtones qui paraît très positif, mais qui n'est pas mis en pratique. Cela permet seulement au gouvernement de faire semblant vis-à-vis des acteurs étrangers.

■ *Je voudrais revenir sur les Bunong qui vendent leurs terres à des privés, pourquoi est-ce qu'ils vendent ? Est-ce parce qu'ils touchent une importante somme d'argent ?*

Pour certains c'est à cause de l'argent. Depuis que la guerre est finie et avec l'élaboration de l'infrastructure routière, des personnes au mode de vie moderne viennent des basses terres à Mondulhiri, conduisant de grandes



Photo: Catherine Scheer

► *Souvent les populations locales se rendent compte que leurs forêts vont être rasées uniquement lorsque les bulldozers commencent leurs travaux.*

voitures et exhibant une certaine aisance. Beaucoup des Bunong sont attirés par ces nouveautés. Lorsque quelqu'un les aborde pour acheter leurs terres et leur propose de l'argent, certains acceptent. Ils vendent leurs terres et s'achètent par exemple une moto, une télé, peut-être même une voiture.

Une autre raison c'est qu'avant que les entreprises n'arrivent sur le terrain, des personnes influentes ont demandé aux chefs de district et de commune de dire aux habitants de vendre leurs terres s'ils voulaient éviter de les perdre suite à leur intégration dans un projet de développement gouvernemental. Il y a aussi eu des menaces. Beaucoup de personnes ont eu peur de perdre leurs terres et de se retrouver avec rien du tout, et ont alors vendu ce qu'ils avaient. Ces mesures ont mené à diviser les villageois, à créer des conflits. Lorsque les entreprises sont arrivées sur le terrain, il y avait donc beaucoup de confusion au sujet de la propriété des terres.

■ *Mais reste-t-il tout de même des villageois qui s'opposent à ces entreprises, qui organisent des manifestations, ou est-ce qu'on est face à une sorte de résignation ?*

Non, il y a des villageois qui réagissent, même vigoureusement. Au moment de l'installation de Socfin et du défrichage des terres, fin 2008 – 2009, de nombreuses personnes se sont réunies pour manifester et pour négocier, à de multiples reprises, avec des représentants de l'entreprise, malheureusement sans beaucoup de succès.

Depuis le début des travaux, les bulldozers envoyés par cette entreprise ont détruit et démolit beaucoup de nos endroits sacrés ; nos forêts investies d'esprits, nos forêts-cimetière... jusqu'à en faire ressortir les os de nos ancêtres décédés.

■ *N'étaient-ils pas au courant qu'il y avait un cimetière ?*

Si, ils le savaient. Ils avaient relevé ces endroits sur leurs cartes et les avaient déjà partiellement marqués. Mais ils y sont tout de même passés avec leurs bulldozers pour ensuite s'excuser et préserver seulement une petite partie de l'endroit donné. Ca ne s'est pas produit qu'une seule fois, jusqu'à présent ils ont détruit au moins dix endroits sacrés. Voilà ce qui est en train de nous arriver et maintenant je viens pour négocier avec Bolloré à Paris.

■ *Qu'est-ce que tu t'attends de cette réunion ?*

Je ne sais pas. Je ne pense pas que nous aboutirons à grand chose. Je viens parce que les villageois m'ont envoyé comme leur représentant et je ferai de mon mieux lors des négociations avec Bolloré le 23 et 24 octobre.

■ *De manière plus générale, comment vois-tu le futur des Bunong ? Est-ce*

que tu penses que votre mode de vie va être à jamais perdu ou que vous pouvez en préserver quelque chose ?

En ce moment nous avons besoin de personnes de l'extérieur qui nous soutiennent parce que ce qui est en train de nous arriver est un désastre. Nous nous sommes organisés à plusieurs et nous avons créé l' « Association Bunong pour un Bon Futur ». Nos principales activités concernent la protection des terres et forêts qui nous restent, la recherche des méthodes agricoles adaptées à notre situation actuelle et le soutien d'enfants du village pour qu'ils puissent aller à l'école et acquérir des connaissances qui leur permettront de revenir au village et de soutenir la communauté. J'espère que cela permettra aux villageois de survivre et de leur redonner une perspective. ■

Propos recueillis par Catherine Scheer (ASTM).

zoom

Négociations entre le groupe Bolloré et des communautés riveraines des plantations

Le 24 octobre 2014, des représentants de trois des communautés - du Cambodge, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, du Liberia et de Sierra Leone - dont les terres sont affectées par les plantations de Socfin, ont rencontré à Paris des responsables de Bolloré, l'actionnaire principal de cette entreprise basée au Luxembourg. Ont aussi assisté à la rencontre des représentants de l'ONG française React, qui soutient les communautés alliées depuis 2013, ainsi que de la FIDH/Fédération Internationale des Droits de l'Homme, qui a en 2011 publié un rapport sur la situation au Cambodge. Pour commencer Neth Prak et ses deux camarades, Shiaka Musa Sama et Emmanuel Elong, ont dénoncé les pratiques abusives de l'entreprise et ont amené leurs revendications.

Marie Annick Darmaillac, la secrétaire générale adjointe de Bolloré, a accepté de faire suivre la demande d'une évaluation indépendante des conflits fonciers à Socfin, dont il n'y a pas eu de représentant à Paris malgré la confirmation de l'entreprise de participer à la rencontre. On est amené à se demander dans quelle mesure il ne s'agit pas là d'un énième tour de passe-passe entre les multiples composantes d'une même organisation. Les membres de l'alliance ont quant à eux annoncé que si les promesses n'avaient pas de suites, ils se remettront à manifester dans leurs pays respectif.